

ATTESTATION EMPLOYEUR DESTINÉE À France Travail

À remplir par l'employeur et à délivrer au salarié avec son dernier bulletin de paie (Art. R. 1234-9 du C. du T.).

ATTENTION, cette attestation doit être transmise par le salarié à France Travail :

- s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi et qu'au terme de son inscription l'attestation employeur lui est demandée (le salarié effectuera sa demande sur le site internet de France Travail : www.francetravail.fr);
- s'il est déjà inscrit, dans les 72 h de sa délivrance.

Unédic

Attestation éditée automatiquement par France Travail le 04/06/2025 22:11. N° d'ordre 250604202134940 N° Réf WSCI7PJWVFV5dZJOJ4Q-my9J - 1

Logiciel utilisé SILAEXPERT - Norme : P25V01 reconstituée à partir des déclarations DSN

1. l'employeur

Nom et adresse :

Téléphone : 04 50 64 00 36

ALTAIRE

Statut juridique : SAS

71 Route des Meandres

N° SIRET : 4 0 2 3 6 6 9 5 9 0 0 0 4 5

7 4 2 3 0 LA BALME DE THUY

Nombre total de salariés dans l'entreprise au 31.12 écoulé :

Code APE/NAF : 3 3 2 0 C

Nombre total de salariés dans l'établissement au 31.12 écoulé :

Ne rien inscrire dans ce cadre

EMPLOYEURS DU SECTEUR PUBLIC (Art. L. 5424-1 du C. du T.).

☐ Employeur en auto assurance

☐ Employeur ayant conclu une convention de gestion

☐ Adhésion au régime particulier pour les apprentis du secteur public

N° de la convention de gestion :

Code d'affectation :

N° interne employeur public :

☐ Employeur ayant adhéré à titre révocable

☐ Employeur ayant adhéré à titre irrévocable

Date d'adhésion :

Statut du salarié : ☐ stagiaire ☐ titulaire ☐ non titulaire

2. le salarié

☐ Mme ☒ M

Nom de famille (nom de naissance) : DUBOST

Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) :

Prénom (s) : Côme

Adresse : 69 Avenue du Général de Gaulle

Code postal : 7 4 2 0 0

Commune : THONON LES BAINS

NIR (n° de Sécurité sociale) : 1 9 1 0 5 4 2 2 1 8 4 7 5

Date de naissance : 1 4 0 5 1 9 9 1

Lieu de naissance : SAINT ETIENNE

Ressortissant : ☒ français

☐ UE

☐ EEE

☐ Suisse

☐ hors UE et EEE

Niveau de qualification : autres cadres au sens de la convention collective (ou du statut pour les régimes spéciaux)

3 0

Statut cadre ou assimilé : ☒ oui ☐ non

*voir notice

3. régimes de retraite complémentaire du salarié

Cochez la ou les cases concernées

☒ Régime AGIRC-ARRCO

☐ CRPN

☐ Autres (précisez) :

☐ IRCANTEC

☐ CNBF

■ En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse (maladie ou vieillesse) :

■ Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ?

☐ oui

☒ non

4. emploi

■ Durée d'emploi salarié du 0 2 0 5 2 0 2 3 au 0 4 0 6 2 0 2 5

■ Date de fin initiale du CDD (à préciser obligatoirement si la date de rupture du contrat est antérieure à la date fixée initialement)

■ Dernier emploi tenu : BE Ingénieur BE Automatismes ou Inf Informatique Dernier lieu de travail (pays) : LA BALME DE THUY

Dépt. 7 4

■ Ancienneté dans l'entreprise :

☐ moins d'1 an

☐ entre 1 an et moins de 2 ans

☒ au moins 2 ans

■ Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification

de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle : 3 0 0 4 2 0 2 5

■ Préavis : ☒ effectué du 0 4 0 6 2 0 2 5 au 0 4 0 6 2 0 2 5

☐ non effectué

☐ payé du

au

☐ non payé du

au

(motif) :

■ Catégorie d'emploi particulier :

☐ travailleur à domicile ☐ employé de maison ☐ assistant(e) maternel(le), garde d'enfant

☐ autre (préciser)

■ Horaire de travail : Jour

- salarié au forfait ☒ oui ☐ non

Précisez :

☐ convention de forfait en heures

☒ convention de forfait en jours

hebdomadaire

mensuel

annuel

- dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective :

ou

2 1 . 6 7

ou

- du salarié :

ou

2 1 . 6 7

ou

- motif en cas de différence :

☐ travail à temps partiel

☐ autre motif (précisez) :

4. emploi

du au

du au

du au

☐ Autre(s) motif(s) (précisez le motif, à partir de la liste des motifs réglementaires d'absence du salarié)

du au

du au

du au

- Statut particulier : ☐ gérant ☐ administrateur/PDG/DG ☐ mbr/Pdt du Directoire
☐ mbr du Cons. de surveillance ☐ pdt d'une association ☐ mbr d'un GIE ☐ associé/actionnaire
☐ autre (précisez) : _____

5. motif de la rupture du contrat de travail

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire | <input type="checkbox"/> départ à la retraite à l'initiative du salarié |
| <input type="checkbox"/> licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement | <input type="checkbox"/> rupture conventionnelle |
| <input checked="" type="checkbox"/> licenciement pour motif économique | <input type="checkbox"/> prise d'acte de la rupture de contrat de travail |
| <input type="checkbox"/> licenciement pour motif économique suite au refus d'un contrat de sécurisation professionnelle | <input type="checkbox"/> démission |
| <input type="checkbox"/> licenciement pour fin de chantier ou d'opération | <input type="checkbox"/> fin de contrat d'apprentissage |
| <input type="checkbox"/> licenciement pour autre motif,
(précisez) : _____ | <input type="checkbox"/> rupture pour force majeure ou fait du prince |
| <input type="checkbox"/> autre rupture pour raison économique
(Art. L. 1233-3 dernier alinéa du C. du T.) | <input type="checkbox"/> rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage |
| <input type="checkbox"/> fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel | <input type="checkbox"/> rupture anticipée du CDD pour faute grave |
| <input type="checkbox"/> fin de mission d'intérim | <input type="checkbox"/> rupture conventionnelle collective |
| <input type="checkbox"/> rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat de mission en cas d'inaptitude physique constatée par le médecin du travail | <input type="checkbox"/> rupture amiable dans le cadre d'un congé de mobilité |
| <input type="checkbox"/> fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur | <input type="checkbox"/> rupture dans le cadre d'un accord de performance collective |
| <input type="checkbox"/> fin de période d'essai à l'initiative du salarié | <input checked="" type="checkbox"/> licenciement du collaborateur parlementaire
(Art. 18 et 19 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017) |
| <input type="checkbox"/> rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur | <input type="checkbox"/> démission avec versement d'une indemnité de départ volontaire (fonction publique) |
| <input type="checkbox"/> rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié | <input type="checkbox"/> rupture conventionnelle (fonction publique) |
| <input type="checkbox"/> mise à la retraite par l'employeur | <input type="checkbox"/> autre motif : _____
(précisez le motif, à choisir parmi la liste des motifs de fins de contrat dans la notice) |

¹ Si au terme du CDD ou du contrat de mission intérimaire, vous avez proposé un CDI qui n'a été refusé, cochez la case "refus de CDI"

6.1 salaires

Salaires des 25 derniers mois, y compris le salaire du mois au cours duquel intervient la fin du contrat de travail (37 derniers mois pour les salariés âgés de 55 ans et plus au moment de la fin du contrat de travail)

	Période de paie		Date de paiement	Temps de travail payé (précisez en heures ou en jours)	Nb de jours ou d'heures n'ayant pas été intégralement payés	Salaire brut servant aux calculs des droits de l'assurance chômage
	du	au				
	1		2	3	4	5
01	02/05/2023	31/05/2023	31/05/2023	18 jour(s)		2590.91
02	01/06/2023	30/06/2023	30/06/2023	22 jour(s)		3166.67
03	01/07/2023	31/07/2023	31/07/2023	20 jour(s)		3166.67
04	01/08/2023	31/08/2023	31/08/2023	22 jour(s)		3166.67
05	01/09/2023	30/09/2023	30/09/2023	21 jour(s)		3166.67
06	01/10/2023	31/10/2023	31/10/2023	11 jour(s)		1583.34
07	01/11/2023	30/11/2023	30/11/2023	14 jour(s)		2015.15
08	01/12/2023	31/12/2023	31/12/2023	20 jour(s)		3166.67
09	01/01/2024	31/01/2024	31/01/2024	22 jour(s)		3166.67
10	01/02/2024	29/02/2024	29/02/2024	21 jour(s)		3166.67
11	01/03/2024	31/03/2024	31/03/2024	21 jour(s)		3166.67
12	01/04/2024	30/04/2024	30/04/2024	21 jour(s)		3166.67
13	01/05/2024	31/05/2024	31/05/2024	20 jour(s)		3166.67
14	01/06/2024	30/06/2024	30/06/2024	20 jour(s)		3166.67
15	01/07/2024	31/07/2024	31/07/2024	23 jour(s)		3166.67
16	01/08/2024	31/08/2024	31/08/2024	22 jour(s)		3166.67
17	01/09/2024	30/09/2024	30/09/2024	21 jour(s)		3166.67
18	01/10/2024	31/10/2024	31/10/2024	23 jour(s)		3166.67
19	01/11/2024	30/11/2024	30/11/2024	21 jour(s)		3166.67
20	01/12/2024	31/12/2024	31/12/2024	22 jour(s)		3166.67
21	01/01/2025	31/01/2025	31/01/2025	23 jour(s)		3166.67
22	01/02/2025	28/02/2025	28/02/2025	20 jour(s)		3166.67
23	01/03/2025	31/03/2025	31/03/2025	21 jour(s)		3166.67
24	01/04/2025	30/04/2025	30/04/2025	22 jour(s)		3166.67
25	01/05/2025	31/05/2025	31/05/2025	22 jour(s)		3166.67
26	01/06/2025	04/06/2025	04/06/2025	3 jour(s)		431.82
27						
28						
29						
30						
31						
32						
33						
34						
35						

[illegible][illegible]

6.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

Indemnité compensatrice de congés payés

Montant : 4671.73 EUR

L'indemnité est-elle due par une caisse professionnelle ? ☐ oui ☒ non

Si oui, précisez laquelle :

et précisez le nombre de jours ouvrables : 31

Total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture : 1781.25 EUR

■ Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : 1781.25 EUR
dont indemnités :

☒ légale de licenciement 1781.25 EUR
(Art. L. 1234-9 du C. du T.)

☐ minimale de rupture conventionnelle EUR
(Art. L. 1237-13 du C. du T.)
Montant correspondant à celui de l'indemnité
légale de licenciement

☐ de fin de contrat à durée déterminée EUR

☐ de fin de mission EUR

☐ de départ à la retraite EUR

☐ spéciale de licenciement EUR

☐ spécifique de licenciement EUR
(Art. L. 1235-15 du C. du T.)

☐ due aux journalistes EUR

☐ légale de clientèle EUR

☐ légale due au personnel navigant de l'aviation civile EUR

☐ versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T. EUR

☐ compensatrice de compte épargne temps (CET) EUR

☐ due en raison d'un sinistre EUR

☐ autres indemnités légales EUR

■ Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : EUR

■ Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) : EUR

Une transaction est-elle en cours ? ☐ oui* ☒ non

* Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à France Travail.

7. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : SONJON

(prénom) : Jean-Marc

agissant en qualité de :

☐ chef d'entreprise ☐ directeur ☐ comptable ☐ mandataire liquidateur ☐ gérant
☐ responsable RH ☐ administrateur judiciaire ☒ autre (précisez) : Président

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : licenciement pour motif économique

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DREETS ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

À La Balme de Thuy le : 04/06/2025

Signature

Cachet de l'entreprise



Personne à joindre concernant cette attestation :

Elsa MONCORGE

Email : elsa-moncorge@eurcx.fr

Téléphone : 04.72.75.49.00

ALTAIRE
ZA des Iles - 71 route des Méandres
74230 La Balme de Thuy
Tél. : 04 50 64 00 36
SAS au capital de 150 000 €
402 366 959 RCS Annecy

**POUR S'INSCRIRE OU SE RÉINSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,
LE SALARIÉ EFFECTUE SA DEMANDE D'INSCRIPTION PAR INTERNET**

www.francetravail.fr - m'inscrire / me réinscrire.

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et aux articles 15 et 16 du règlement général sur la protection des données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de France Travail. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.